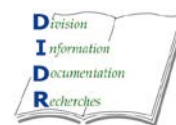


7 janvier 2021



## Le Mouvement des citoyens libres et égaux (EÖYH)

*Association pro-kurde*

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. L'EÖYH et la « Maison des citoyens libres et égaux » de 2007 à 2015 .....	3
2. Procédures judiciaires de 2012 à 2018 .....	5
3. Le Mouvement des citoyens libres .....	6
Bibliographie.....	8

**Résumé :** Le Mouvement des citoyens libres et égaux (EÖYH) est une association pro-kurde active depuis 2007 dans plusieurs villes du sud-est, notamment à Diyarbakır. Illégale mais partiellement tolérée jusqu'en 2015, elle milite pour la résolution pacifique du conflit kurde, l'amnistie des combattants clandestins du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la protection de l'environnement, ainsi que contre des problèmes sociaux tels que le trafic de drogue, la prostitution et les gangs. Les autorités la soupçonnent de complicité avec le PKK et avec la coalition civile KCK, présentée comme une émanation du PKK. Elle est peut-être identique au « Mouvement des citoyens libres » qui partage des objectifs similaires.

**Abstract :** The Movement (or Initiative) for free and equal citizens (EÖYH) is a pro-Kurdish association active since 2007 in several towns in the south-east, illegal but partially tolerated until 2015. It campaigns for the peaceful resolution of the Kurdish conflict, the amnesty of underground fighters of the Kurdistan Workers' Party (PKK), environmental protection, as well as against social problems such as drug trafficking, prostitution and gangs. The authorities suspect it of complicity with the PKK and with the civilian KCK coalition, presented as an offshoot of the PKK. It may be identical to the "Free Citizens Movement" which shares similar goals.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. L'EÖYH et la « Maison des citoyens libres et égaux » de 2007 à 2015

Assez peu d'informations ont été trouvées sur l'association appelée Mouvement des citoyens libres et égaux (acronyme turc : EÖYH<sup>1</sup>). Un article traduit du turc par le site écologiste allemand WEED<sup>2</sup> donne la traduction de son nom en anglais : « *Initiative for free and equal citizens*<sup>3</sup> ».

Le 20 mai 2007, selon plusieurs médias turcs, cette association organise une « marche nue<sup>4</sup> » (voir ci-après) pour la défense de la localité de Hasankeyf (province de Batman, Sud-Est) menacée de submersion par la construction du barrage d'Ilisu sur le fleuve Tigre. De nombreux marcheurs (plusieurs centaines selon *Evrensel*, 2 000 selon *Haberler.com*), hommes et femmes, venant de Van, Mardin, Siirt, Diyarbakır et Batman se rassemblent dans le village de Kesmeköprü, à trois kilomètres de Hasankeyf, où Oktay Konyar, militant associatif et porte-parole des villageois de Bergama, demande aux hommes d'enlever le haut de leurs vêtements en signe de protestation ; la marche de cinq kilomètres sur l'autoroute est ponctuée de danses, musiques et slogans et les manifestants brandissent le drapeau kurde jaune-rouge-vert. Mesut Aydın, porte-parole d'EÖYH, fait un discours présentant la construction du barrage comme une atteinte majeure au patrimoine naturel et historique d'une région peuplée depuis des millénaires. Oktay Konyar fait ensuite une déclaration, en se réclamant de l'identité kurde, pour critiquer l'accumulation de blindés, de canons et d'avions le long de la frontière<sup>5</sup>. Le récit de cette marche est traduit, avec quelques variantes de détail, par le site écologiste allemand WEED<sup>6</sup>. La défense du site de Hasankeyf est une revendication, toujours active en 2020, des mouvements pro-kurdes et des défenseurs de l'environnement en Turquie : la construction du barrage, en voie d'achèvement en 2020, fait disparaître une cinquantaine de villages et plusieurs sites archéologiques<sup>7</sup>. La « marche nue » (dans le contexte turc, torse nu) est un mode de protestation pacifique quelquefois employé dans le milieu associatif ou syndical<sup>8</sup>.

En mai 2008, un représentant de l'EÖYH figure parmi les signataires d'une pétition publiée par l'Institut kurde de Paris, association pro-kurde établie en France : ce texte est intitulé « Appel pour un règlement pacifique de la question kurde en Turquie » ; la présentation indique qu'il est également diffusé en langues kurde, turque et anglaise. Il énonce une série de revendications : reconnaissance constitutionnelle de la diversité ethnique de la Turquie et particulièrement de l'identité et de la langue kurdes, légalisation complète de celles-ci dans l'espace public, les médias, l'administration et l'enseignement, résolution pacifique du conflit armé dans le Sud-Est de la Turquie<sup>9</sup> :

« Sur cette base, afin de créer un climat de paix et de confiance et de clore définitivement la page de la violence et d'affrontements armés, une amnistie politique sans exclusive doit être décrétée et le PKK doit déposer les armes selon une procédure à définir. De même, le système des milices dites "gardiens de villages" doit être supprimé<sup>10</sup>. »

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK<sup>11</sup>) est un mouvement armé pro-kurde fondé par Abdullah Öcalan en 1978 et qui mène depuis 1984 une lutte armée, entrecoupée de trêves unilatérales, contre les forces de sécurité turques ; il est considéré comme terroriste par la Turquie et l'Union européenne<sup>12</sup>. Une amnistie à son égard avait été envisagée par le

---

<sup>1</sup> En turc : « *Eşit Özgür Yurttaş Hareketi* ».

<sup>2</sup> Association fondée en 1990 et basée à Berlin, nom en anglais : « *World Economy, Ecology and Development* », en allemand : « *Weltwirtschaft, Ökologie und Entwicklung* ». WEED, « Über WEED », s.d., [url](#)

<sup>3</sup> WEED, 20/05/2007, [url](#)

<sup>4</sup> En turc : « *çıplak yürüyüş* ».

<sup>5</sup> *Evrensel*, 21/05/2007, [url](#) ; *Haberler.com*, 20/05/2007, [url](#)

<sup>6</sup> WEED, 20/05/2007, [url](#)

<sup>7</sup> *Libération*, 03/01/2020, [url](#)

<sup>8</sup> *Maraş Gündem*, 13/02/2014, [url](#)

<sup>9</sup> Institut kurde de Paris, 05/2018, [url](#)

<sup>10</sup> Institut kurde de Paris, 05/2018, [url](#)

<sup>11</sup> En kurde : « *Partiya Karkerên Kurdistan* ».

<sup>12</sup> BAUD Jacques, *Globalterrorwatch*, 25/04/2012, [url](#)

gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP<sup>13</sup>, islamo-conservateur, au pouvoir sans interruption depuis cette date) mais sous conditions restrictives : pas d'amnistie pour les dirigeants, réductions de peine pour les combattants clandestins repentis sous la condition de coopérer avec les autorités ; cette offre avait été rejetée par le PKK<sup>14</sup>.

Cet appel désapprouve les mesures répressives contre la mouvance pro-kurde légale : « Revendiquer de telles institutions est considéré comme un crime, même des maires et des parlementaires élus par le peuple sont poursuivis pour ces motifs<sup>15</sup> ». Il désapprouve aussi la répression armée contre les partisans allégués du PKK : « La Turquie refuse toujours de reconnaître la réalité kurde, elle s'ingénie à la réduire à une question de terrorisme et elle cherche à régler cette question par des opérations militaires au-delà de ses frontières, ce qui ne fait qu'envenimer les tensions dans les relations kurdo-turques et menacer gravement les équilibres régionaux et la stabilité du Kurdistan irakien<sup>16</sup> ».

La liste des signataires n'est pas conservée sur le site web de l'Institut kurde de Paris où l'onglet correspondant donne sur un lien non fonctionnel. Mais elle se retrouve sur un autre site web pro-kurde, *Newroz.com*<sup>17</sup>. Elle comporte plusieurs centaines de noms suivis de l'appartenance ou de l'activité des personnes auxquels ceux-ci font référence : journalistes, avocats, membres d'associations pro-kurdes ou aléviées, artistes comme le chanteur Sivan Perver, ainsi que plusieurs membres du Parti pour la société démocratique (DTP<sup>18</sup>). L'un des signataires est désigné comme « İlyas POYRAZ, de l'association EÖYH à Nusaybin<sup>19</sup> ».

Municipalité et chef-lieu de district de la province de Mardin (Sud-Est), près de la frontière syrienne, Nusaybin est connue comme un bastion de la mouvance politique pro-kurde qui, dans les années 2010, y remporte des scores électoraux de l'ordre de 90%<sup>20</sup>.

Le DTP est un parti politique fondé en 2005, présidé par Ahmet Türk et qui, jusqu'à sa dissolution en 2009, faisait campagne pour la reconnaissance des droits politiques et culturels de la minorité kurde. Lors des élections législatives de juillet 2007, ses candidats, se présentant comme indépendants, obtiennent 20 sièges<sup>21</sup>. Lors des élections municipales de mars 2009, le DTP remporte 98 municipalités<sup>22</sup>. Cependant, les autorités turques soupçonnent le DTP de complicité et de propagande pour le PKK : plusieurs dizaines de ses membres sont arrêtés en 2007 et 2008 ; le 14 avril 2009, peu après les élections municipales, commence une série d'opérations menant à l'inculpation de 267 de ses membres entre avril et août 2009<sup>23</sup>. Le 12 décembre 2009, le DTP est frappé de dissolution par la Cour constitutionnelle en raison de ses liens présumés avec le PKK qui, après une période de trêve unilatérale, avait repris ses attaques contre les forces de sécurité à la fin de 2009. L'universitaire français Jean Marcou, de l'Institut français d'études anatoliennes, note que le DTP fait partie d'une longue série de partis pro-kurdes frappés d'interdiction en Turquie après le parti du travail du peuple (HEP<sup>24</sup>), le Parti de la démocratie (DEP<sup>25</sup>), le Parti de la liberté et de la démocratie (ÖZDEP<sup>26</sup>), le Parti de la démocratie du peuple (HADEP<sup>27</sup>) et le Parti démocratique du peuple (DEHAP<sup>28</sup>). Ahmet Türk, président du DTP,

---

<sup>13</sup> En turc : « *Adalet ve Kalkınma Partisi* ».

<sup>14</sup> Le Monde, 29/01/2003, [url](#)

<sup>15</sup> Institut kurde de Paris, 05/2018, [url](#)

<sup>16</sup> Institut kurde de Paris, 05/2018, [url](#)

<sup>17</sup> Newroz.com, 05/2018, [url](#)

<sup>18</sup> En turc : « *Demokratik Toplum Partisi* ».

<sup>19</sup> En turc : « *İlyas POYRAZ Nusaybin EÖYH Derneği* ». Newroz.com, 05/2018, [url](#)

<sup>20</sup> International Crisis Group, "Managing Turkey's PKK Conflict: The Case of Nusaybin", 02/05/2017, [url](#)

<sup>21</sup> Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, 09/03/2010, [url](#)

<sup>22</sup> Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, 09/03/2010, [url](#)

<sup>23</sup> Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, 09/03/2010, [url](#) ; Le Monde, 22/05/2009, [url](#)

<sup>24</sup> En turc : « *Halkın Emek Partisi* ».

<sup>25</sup> En turc : « *Demokrasi Partisi* ».

<sup>26</sup> En turc : « *Özgürlük ve Demokrasi Partisi* ».

<sup>27</sup> En turc : « *Halkın Demokrasi Partisi* ».

<sup>28</sup> En turc : « *Demokratik Halk Partisi* ».

appelle ses députés et partisans à rejoindre une autre formation pro-kurde alliée, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP<sup>29</sup>), lui aussi représenté au Parlement<sup>30</sup>.

İlyas Poyraz, cadre de l'EÖYH, est encore mentionné dans un article publié le 3 juillet 2007 par le site web d'information *SonDakika* : à cette date, il annonce l'ouverture d'un club politique de nom similaire, la « Maison des citoyens démocrates libres et égaux<sup>31</sup> », située à Nusaybin, dans le quartier Abdulkadir paşa ; il prévoit l'ouverture de « maisons » similaires dans les autres quartiers de la ville. Plusieurs personnalités politiques assistent à cette inauguration : le docteur Mehmet Tanhan, maire de Mardin ; Emine Ayna, ancienne candidate indépendante à l'Assemblée nationale dans la province de Mardin ; Cemal Veske, président provincial du Parti de la société démocratique (DTP) le chef du district du DTP Şehabettin Güler et les citoyens ont assisté à l'ouverture de l'association. Ce club doit permettre aux habitants du quartier de discuter de leurs problèmes indépendamment des autorités gouvernementales<sup>32</sup>.

En juin 2015, un article du site d'information de gauche *Evrensel* relate une agression menée pendant la nuit à Diyarbakır contre les sièges des associations de « citoyens libres et égaux ». Des individus armés, portant des masques de ski et, d'après certains témoins, parlant arabe entre eux, enfoncent les portes, brisent les vitres et vandalisent les locaux ; celui du quartier de Şêx Şamil est incendié avec des cocktails molotov. La police intervient en début de matinée et n'arrête aucun des individus masqués mais procède à des perquisitions dans les locaux de ces associations dans les quartiers suivants : İskender Paşa, Fatih Paşa, Hasırlı (district de Sur), Körhat, Mevlana Halit et Şêx Şamil (district de Bağlar), Gaziler (district de Kayapınar)<sup>33</sup>.

Dans les sources publiques consultées, il n'a pas été trouvé d'autres informations sur l'activité militante de l'EÖYH ni de ses membres connus. Toutefois, un article publié en décembre 2020 par le site de l'ONG MLSA<sup>34</sup> mentionne un avocat du nom de Mesut Aydın, plaidant auprès de la 2<sup>ème</sup> chambre de la Cour d'assises de Batman comme défenseur du journaliste pro-kurde Engin Eren<sup>35</sup>. MLSA est une association de défense juridique des journalistes fondée en 2017 au nom de la liberté d'expression<sup>36</sup>. Les nom et prénom de Mesut Aydın sont assez courants en Turquie et il n'est pas sûr qu'il s'agisse de la même personne que l'organisateur d'une manifestation à Hasankeyf en 2007.

## 2. Procédures judiciaires de 2012 à 2018

L'EÖYH est cité de façon incidente dans un document judiciaire visant les réseaux de soutien présumés au PKK en Turquie. En 2012, un acte d'accusation de 2 401 pages, dans le cadre d'une procédure initiée en 2011, est présenté par le procureur de la République d'Istanbul à l'encontre d'environ 200 suspects liés aux organisations illégales « Union des communautés du Kurdistan<sup>37</sup> » (PKK/KCK, voir ci-après), « Académies politiques<sup>38</sup> » et « Congrès pour une société démocratique » (DTK<sup>39</sup>) présentés comme des émanations de l'organisation terroriste PKK<sup>40</sup>. L'inculpé n°193 est un nommé Evin Doğu, né le 1<sup>er</sup> juillet 1989 à Bismil, province de Diyarbakır<sup>41</sup>. Selon le procureur, l'inculpé est chargé d'un rôle de liaison entre la direction du PKK dans le nord de l'Irak et ses réseaux de soutien en

---

<sup>29</sup> En turc : « *Bariş ve Demokrasi Partisi* ».

<sup>30</sup> MARCOU Jean, Ovipot, 20/12/2009, [url](#)

<sup>31</sup> En turc : « *Nusaybin İlçesinde Demokratik ve Eşit-özgür Yurttaşlar Evi Derneği Açıldı* ».

<sup>32</sup> Son Dakika, 03/07/2007, [url](#)

<sup>33</sup> Evrensel, 18/06/2015, [url](#)

<sup>34</sup> En anglais : « Media and Law Studies Association », en turc : « *Medya ve Hukuk Çalışmaları Derneği* ».

<sup>35</sup> MLSA, 15/12/2020, [url](#)

<sup>36</sup> MLSA, « About », s.d., [url](#)

<sup>37</sup> En turc : « *Koma Cevakên Kurdistan* ».

<sup>38</sup> En turc : « *Siyaset Akademileri* ».

<sup>39</sup> En turc : « *Demokratik Toplum Kongresi* ».

<sup>40</sup> Procureur de la République d'Istanbul (T. C. İSTANBUL CUMHURİYET BAŞSAVCILIĞI), « İddianame No 2012/123 », 2012, [url](#)

<sup>41</sup> Procureur de la République d'Istanbul (T. C. İSTANBUL CUMHURİYET BAŞSAVCILIĞI), « İddianame No 2012/123 », 2012, p. 69, [url](#)

Turquie ; à une date non précisée, il participe à une réunion présidée par Murat Karayılan, président du bureau exécutif du PKK. Il est question de la nécessité de réorganiser les structures militaires et politiques du mouvement ; de l'activité des réseaux en Turquie ; de « l'insuffisance du travail du DTP<sup>42</sup> » ; et, en ce qui concerne l'EÖYH, des « mesures à prendre pour l'empêcher de s'écarter de la ligne de l'organisation terroriste<sup>43</sup> ». Il n'est pas fait d'autre mention de l'EÖYH dans ce document<sup>44</sup>.

L'Union des communautés du Kurdistan (KCK) est une coalition de partis et associations pro-kurdes se réclamant des principes du « confédéralisme démocratique » et présentée par les autorités turques comme la « branche civile » du PKK<sup>45</sup>.

Le DTK, fondé en 2010 par Ahmet Türk et Aysel Tuğluk, est une autre coalition d'association pro-kurdes<sup>46</sup> ; en janvier 2012, plus de la moitié des membres de son assemblée générale sont en détention dans le cadre du procès du KCK<sup>47</sup>. Ses membres présumés font toujours l'objet de poursuites judiciaires et d'arrestations en 2020<sup>48</sup>.

Le 9 octobre 2018 à Diyarbakır, selon le média pro-kurde ANF (*Firat News*), la police procède à l'arrestation de 142 journalistes et militants politiques dont la journaliste Kibriye Evren, soupçonnée de propagande et complicité avec le PKK<sup>49</sup>.

Le 11 octobre 2018, le procureur de la section antiterroriste du parquet de Diyarbakır prononce un acte d'accusation à l'encontre de Kibriye Evren. Une section de ce document est consacrée à l'EÖYH présenté comme une structure liée à l'« organisation terroriste » PKK/KCK et qui, sous couvert de lutter contre le trafic de drogue, la prostitution et les gangs, développe des activités de propagande et manifestations en faveur de celle-ci, notamment à l'occasion des funérailles de combattants clandestins. Ce document ne précise pas la nature éventuelle des liens entre l'inculpée et l'EÖYH<sup>50</sup>.

Kibriye Evren, lors de l'audience préliminaire tenue le 6 décembre 2018 devant la 5<sup>ème</sup> chambre de la Cour d'assises de Diyarbakır, dément les accusations portées contre elle. Le 16 décembre 2018, détenue à la prison de type E de Diyarbakır, elle entre en grève de la faim en solidarité avec l'action lancée par la députée Leyla Güven, du Parti démocratique des peuples (HDP<sup>51</sup>, pro-kurde), détenue pour des raisons similaires. Sa grève de la faim se poursuit en mai 2019<sup>52</sup>.

### 3. Le Mouvement des citoyens libres

Plusieurs sources médiatiques mentionnent depuis 2005 une association appelée « Mouvement des citoyens libres<sup>53</sup> ». Compte tenu du nombre élevé de partis et structures politiques en Turquie, souvent sous des noms similaires, il n'est pas sûr que cette association soit identique à l'EÖYH.

En avril 2005, le site d'information de gauche *Evrensel* mentionne une campagne lancée à Diyarbakır par ce « Mouvement des citoyens libres ». Une manifestation à l'appel de ce groupe rassemble environ 500 personnes devant le siège du Parti démocratique du peuple (DEHAP, parti pro-kurde, voir 1.) avec une banderole portant le slogan « Non à la drogue,

---

<sup>42</sup> En turc : « *DTP'nin çalışmalarının yetersizliği* ».

<sup>43</sup> En turc : « *EÖYH'nin terör örgütü çizgisinden sapmaması için alınacak tedbirler* ».

<sup>44</sup> Procureur de la République d'Istanbul (T. C. İSTANBUL CUMHURİYET BAŞSAVCILIĞI), « İddianame No 2012/123 », 2012, p. 78, [url](#)

<sup>45</sup> TALICAN Ayla, *Iris*, 12/04/2012, [url](#) ; *Hürriyet*, 23/05/2010, [url](#)

<sup>46</sup> MARCOU Jean, *Ovipot*, 2010, [url](#)

<sup>47</sup> International Crisis Group (ICG), 30/11/2012, [url](#)

<sup>48</sup> *Hürriyet Daily News*, 20/11/2020, [url](#) ; *Bianet*, 06/11/2020, [url](#)

<sup>49</sup> ANF, 06/05/2019, [url](#)

<sup>50</sup> Procureur de la République de Diyarbakır, section antiterroriste (T.C. DİYARBAKIR CUMHURİYET BAŞSAVCILIĞI - Terör Suçları SoruşturmaBürosu), « İddianame – No2018/4683 – Kibriye Evren », 11/10/2018, [url](#)

<sup>51</sup> En turc : « *Halkların Demokratik Partisi* ».

<sup>52</sup> ANF, 06/05/2019, [url](#)

<sup>53</sup> En turc : « *Özgür Yurttaş Hareketi* ».

à la prostitution et aux gangs, protégeons notre avenir social<sup>54</sup> ». Les manifestants essaient de marcher jusqu'au parc Koşuyolu mais sont interceptés par la police qui arrête deux personnes : les autorités déclarent qu'il s'agit d'une association illégale fondée sur les instructions d'Abdullah Öcalan<sup>55</sup>.

En mai 2007, une dépêche reprise par plusieurs médias turcs annonce l'arrestation à Tunceli (encore appelée Dersim, dans l'est de la Turquie) d'un militant présenté comme un cadre de haut niveau du PKK/Kongra Gel<sup>56</sup> : il s'agit d'un nommé Bülent Atmaca, nommé en remplacement d'un précédent cadre désigné comme « Doktor Baran » ; après cinq mois de formation dans les camps d'entraînement du PKK dans le nord de l'Irak, il est renvoyé en Turquie pour présider le « Mouvement des citoyens libres » présenté comme une structure de soutien au PKK. Sa mission comprenait, entre autres, l'élection de délégués pour l'assemblée générale du Kongra-Gel, prévue pour le 23 juillet 2007. Arrêté à son retour en Turquie par la Direction du renseignement de la police, il est placé en garde à vue pendant quatre jours avant d'être présenté au tribunal<sup>57</sup>.

Le 26 mars 2008, le Mouvement des citoyens libres de Diyarbakır se joint à une manifestation, rassemblant un millier de personnes, pour protester contre les violences policières ayant fait deux morts, survenues un peu plus tôt à Siirt (Sud-Est) à l'occasion de la journée du Nevruz (Nouvel An kurde). La déclaration commune, dénonçant la politique de l'AKP et l'intolérance envers les Kurdes, est cosignée par le maire du quartier « 5 Nisan » (district de Bağlar), par Aysel Tuğluk, députée DTP de Diyarbakır, et par Necdet Atalay, président provincial du DTP<sup>58</sup>.

Le 4 juin 2011, selon des informations publiées par plusieurs médias turcs et français, la police arrête en région parisienne plusieurs militants pro-kurdes originaires de Turquie et soupçonnés d'appartenir à un réseau de soutien au PKK, dont Nedim Seven, figure importante du mouvement pro-kurde en exil ; cette opération entraîne des heurts entre la police et des membres de la communauté kurde de France<sup>59</sup>. Nedim Seven est présenté par le quotidien turc *Hürriyet* comme le « trésorier du PKK<sup>60</sup> ». Les autres suspects arrêtés sont Bülent Atmaca (voir ci-dessus), Gülay Aydemir, Ayhan Tayfur, Rahmi Arık et deux hommes dont on ne connaît que les prénoms, Deniz et Halil<sup>61</sup>.

Le 23 novembre 2018, Bülent Atmaca est condamné par la justice française à deux ans d'emprisonnement avec sursis ; il reste sous surveillance judiciaire et inscrit au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT)<sup>62</sup>.

---

<sup>54</sup> En turc : « *Uyuşturucuya, fuhuşa ve çetelere hayır, toplumsal geleceğimize sahip çıkalım* ».

<sup>55</sup> Evrensel, « Diyarbakırlılar fuhuşa karşı yürüdü », 18/04/2005, [url](#)

<sup>56</sup> Le Congrès du peuple du Kurdistan (en kurde : « *Kongra Gelê Kurdistan* ») est une structure politique fédérative du PKK. Voir BAUD Jacques, Globalterrorwatch, 25/04/2012, [url](#)

<sup>57</sup> CNN Türk, 24/07/2007, [url](#) ; Haber 7, 24/05/2007, [url](#) ; Vatan, 24/05/2007, [url](#)

<sup>58</sup> Milliyet, 26/03/2008, [url](#)

<sup>59</sup> Hürriyet, 06/06/2011, [url](#) ; Le Monde, 05/06/2011, [url](#)

<sup>60</sup> En turc : « *PKK'nın kasası* ».

<sup>61</sup> Hürriyet, 06/06/2011, [url](#)

<sup>62</sup> Roj Info, 23/11/2018, [url](#)

## Bibliographie

(Sites web consultés le 6 janvier 2021)

### Institutions nationales

Procureur de la République de Diyarbakır, section antiterroriste (T.C. DİYARBAKIR CUMHURİYET BAŞSAVCILIĞI - Terör Suçları SoruşturmaBürosu), « İddianame – No2018/4683 – Kibriye Evren », 11/10/2018,  
<https://pressinarrest.s3.amazonaws.com/documents/kibriye-evren-iddianame.pdf>

Procureur de la République d'Istanbul (T. C. İSTANBUL CUMHURİYET BAŞSAVCILIĞI), « İddianame No 2012/123 », 2012  
<https://fr.scribd.com/doc/89871720/kckkk>

Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, « Turkey: The situation and treatment of members and supporters of the Democratic Society Party (Democratik Toplum Partisi, DTP) and the Peace and Democracy Party (Barış ve Demokrasi Partisi, BDP) », 09/03/2010,  
<https://www.refworld.org/docid/4e43cd3b2.html>

### Organisations non gouvernementales

MLSA, "Gazeteci Engin Eren'in davası Mart ayına ertelendi", 15/12/2020,  
<https://www.mlsaturkey.com/tr/gazeteci-engin-erenin-davasi-mart-ayina-ertelendi/>

MLSA, « About », s.d.,  
<https://www.mlsaturkey.com/en/about/>

### Think tanks, universités et centres de recherches

International Crisis Group, "Managing Turkey's PKK Conflict: The Case of Nusaybin", 02/05/2017,  
[https://www.ecoi.net/en/file/local/1399226/1226\\_1493890323\\_243-managing-turkey-s-pkk-conflict-the-case-of-nusaybin.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1399226/1226_1493890323_243-managing-turkey-s-pkk-conflict-the-case-of-nusaybin.pdf)

International Crisis Group (ICG), "Turkey's Kurdish Impasse: The View from Diyarbakır", 30/11/2012,  
<https://www.refworld.org/docid/50b8cac22.html>

BAUD Jacques, « Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) », Globalterrorwatch, 25/04/2012,  
<http://www.globalterrorwatch.ch/?p=823>

TALICAN Ayla, « Bilan d'une année inquiétante pour la justice turque », Iris, 12/04/2012,  
[https://www.iris-france.org/docs/kfm\\_docs/docs/observatoire-turquie/bilan-dune-annee-inquietante-pour-la-justice-turque.pdf](https://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/bilan-dune-annee-inquietante-pour-la-justice-turque.pdf)

MARCOU Jean, « La question kurde à nouveau au premier plan de l'actualité politique turque », Ovipot, 2010,  
<https://ovipot.hypotheses.org/1575>

MARCOU Jean, « Les députés kurdes restent au parlement turc et le BDP succède au DTP », Ovipot, 20/12/2009,  
<https://ovipot.hypotheses.org/1125>



## Médias

Hürriyet Daily News, "Arrest warrants issued for 101 suspects in Diyarbakır", 20/11/2020, <https://www.hurriyetdailynews.com/arrest-warrants-issued-for-101-suspects-in-diyarbakir-160203>

Bianet, "Police detain 26 members of Eğitim-Sen teachers' union in Diyarbakır", 06/11/2020, <https://bianet.org/english/politics/233955-police-detain-26-members-of-egitim-sen-teachers-union-in-diyarbakir>

Libération, « Turquie : à Hasankeyf, en attendant le déluge », 03/01/2020, [https://www.liberation.fr/planete/2020/01/03/turquie-a-hasankeyf-en-attendant-le-deluge\\_1771653](https://www.liberation.fr/planete/2020/01/03/turquie-a-hasankeyf-en-attendant-le-deluge_1771653)

ANF, "Journalist Evren is on the 142nd day of hunger strike", 06/05/2019, <https://anfenglish.com/freedom-of-the-press/journalist-evren-is-on-the-142nd-day-of-hunger-strike-34773>

Roj Info, « La France condamne des politiciens kurdes », 23/11/2018, <https://rojinfo.com/france-condamne-politiciens-kurdes/>

Evrensel, « Diyarbakır'da Eşit Özgür Yurttaş derneklerine polis baskını », 18/06/2015, <https://www.evrensel.net/haber/114928/diyarbakirda-esit-ozgur-yurttas-derneklerine-polis-baskini>

Maraş Gündem, « İşçilerden Çıplak Eylem », 13/02/2014, <https://www.marasgundem.com.tr/egitim/iscilerden-ciplak-eylem-739724h>

Hürriyet, « Fransa'da PKK operasyonu », 06/06/2011, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/fransa-da-pkk-operasyonu-17963157>

Le Monde, « Une opération policière visant le PKK aboutit à des heurts avec la communauté kurde à Paris », 05/06/2011, [https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/06/05/l-operation-policiere-contre-la-communaute-kurde-visait-des-membres-du-pkk\\_1532204\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/06/05/l-operation-policiere-contre-la-communaute-kurde-visait-des-membres-du-pkk_1532204_3224.html)

Hürriyet, « KCK'nın Türkiye sorumlusunun kardeşi yakalandı », 23/05/2010, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/kck-nin-turkiye-sorumlusunun-kardesi-yakalandi-14810295>

Milliyet, « Diyarbakır'da olaylı basın açıklaması », 26/03/2008, <https://www.milliyet.com.tr/gundem/diyarbakirda-olayli-basin-aciklamasi-509748>

Son Dakika, « Nusaybin'de Demokratik Yurttaşlar Evi Açıldı », 03/07/2007, <https://www.sondakika.com/haber/haber-nusaybin-de-demokratik-yurttaslar-evi-acildi/>

CNN Türk, « PKK üst düzey yöneticisi yakalandı », 24/05/2007, <https://www.cnnturk.com/2007/turkiye/05/24/pkk.ust.duzey.yoneticisi.yakalandi/352306.0/index.html>

Haber 7, « PKK yöneticisi Tunceli'de yakalandı », 24/05/2007, <https://www.haber7.com/guncel/haber/243228-pkk-yoneticisi-tuncelide-yakalandi>

Vatan, « PKK yöneticisi Tunceli'de yakalandı FLAŞ », 24/05/2007,  
<http://www.gazetevatan.com/pkk-yoneticisi-tunceli-de-yakalandi----flas-120734-gundem/>

Evrensel, « Hasankeyf için çıplak yürüyüş », 21/05/2007,  
<https://www.evrensel.net/haber/244205/hasankeyf-icin-ciplak-yuruyus>

Haberler.com, « Hasankeyf'e Sadakat Yürüyüşü », 20/05/2007,  
<https://www.haberler.com/hasankeyf-e-sadakat-yuruyusu-haberi/>

Le Monde, « Turquie : proposition d'amnistie pour le PKK », 29/01/2003,  
[https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/06/29/turquie-proposition-d-amnistie-pour-le-pkk\\_4275820\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/06/29/turquie-proposition-d-amnistie-pour-le-pkk_4275820_1819218.html)

### **Autres sources**

Institut kurde de Paris, « Appel pour un règlement pacifique de la question kurde en Turquie », 05/2008,  
[https://www.institutkurde.org/activites\\_culturelles/appels/imza/](https://www.institutkurde.org/activites_culturelles/appels/imza/)

Newroz.com, "Call for a peaceful settlement of the Kurdish question in Turkey", 05/2008,  
<https://newroz.com/node/332639>

WEED, "Demonstration against Ilisu dam in Hasankeyf", 20/05/2007,  
<https://www.weed-online.org/meldungen/564094.html>

River Net, « The Ilisu dam project », 11/1998,  
<https://www.rivernet.org/turquie/ilisu.htm>

WEED, « Über WEED », s.d.,  
<https://www.weed-online.org/about/index.html>